



50 ANS APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI - JUIN 68

NPA

QUE 2018 SOIT L'ANNÉE DE LA RIPOSTE DE LA JEUNESSE ET DU MONDE DU TRAVAIL

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 11 JANVIER 2018

Pour ses vœux de fin d'année, Macron a confirmé ce que tout le monde savait déjà : « *Je me suis attaché à faire ce à quoi je m'étais engagé durant la campagne présidentielle* » !

Il voulait "réformer" au pas de charge, au moyen des ordonnances. C'est clair, il a tenu sa promesse. Au point que Gattaz, président des patrons, a cru bon de déclarer : « *Macron a fait les quelques réformes que nous attendions depuis des années* ».

Et pour qu'on soit prévenus, il a réaffirmé sa volonté de poursuivre « *avec la même force, le même rythme et la même volonté* » en 2018.

FACILITER LES LICENCIEMENTS

Les ordonnances à peine ratifiées et les décrets parus, les employeurs s'en emparent déjà contre les salariés, avec la mise en œuvre des "ruptures conventionnelles collectives". Sous couvert de "volontariat", cette nouvelle arme des patrons va leur permettre de supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'un "motif économique", à élaborer un "plan social", ni à proposer des reclassements.

Ce dispositif nous avait été vendu par le gouvernement comme devant "faciliter" la vie des patrons des très petites entreprises, pour leur permettre soi-disant d'embaucher, de créer des emplois.

En fait, ce sont d'abord les grandes entreprises du CAC 40 qui vont en faire leurs choux gras, comme Pimkie – partie du groupe Mulliez, une des plus grosses fortunes de France, qui s'y prépare – ou PSA – qui dépassera 2 milliards de bénéficiaires en 2017 et qui depuis des années, au travers des plans de départs « volontaires », a déjà liquidé près de 3 000 emplois par an.

S'EN PRENDRE AUX CHÔMEURS

Dans le même temps, le gouvernement prépare une réforme de l'assurance chômage pour soumettre les demandeurs d'emplois à plus de contrôles et les contraindre à accepter n'importe quel emploi. Une façon d'exercer une pression supplémentaire à la baisse sur tous les salaires, y compris pour ceux et celles qui ont encore un emploi.

HARO SUR LES PLUS PAUVRES !

Les plus vulnérables ne sont pas épargnés, non plus, par le gouvernement. Plus personne à la rue avant la fin 2017, avait promis Macron, en juillet.

Une promesse sans lendemain, comme l'ont rappelé les associations à la fin de l'année. Pourtant, le ministre Castaner n'a pas hésité à rendre les SDF responsables du fait qu'ils restent à la rue, car « *ils refuseraient d'être hébergés* ». « *Ça suffit, maintenant* », lui a répondu la fondation Abbé Pierre.

Les migrants sont aussi une cible du gouvernement. Au harcèlement policier permanent et aux procès contre ceux qui leur viennent en aide se rajoute un projet de loi en préparation durcissant encore les conditions d'accès au droit d'asile et multipliant les possibilités d'expulsion.

PRÉPARER LA RIPOSTE DU MONDE DU TRAVAIL

Malgré l'échec des mobilisations contre la loi travail ou les ordonnances, dans de nombreux secteurs, la combativité des travailleurs a permis de faire reculer les employeurs. C'est le cas dans le nettoyage, où après plusieurs semaines

de grève, les travailleurs d'Onet ont gagné sur leurs revendications.

C'est aussi le cas dans la restauration, l'hôtellerie, à la poste et même dans les activités ubérisées comme Deliveroo. C'est encore le cas dans les hôpitaux comme à Bordeaux, Toulouse ou en région parisienne.

Il y a cinquante ans, en mai-juin 1968, la grève générale qui avait paralysé la France pendant un mois, entraînant 7 à 8 millions de grévistes – soit la moitié des travailleurs de l'époque – fit lâcher à De Gaulle une augmentation du SMIC de 35%. Il y a encore plus de raisons de se battre en 2018 !

Le 20 janvier, par exemple, à l'appel du "Front Social" – qui regroupe des syndicats, des associations, des collectifs qui veulent agir ensemble – multiplions les initiatives pour faire de cette journée un rendez-vous national de la résistance aux mesures de Macron et du MEDEF.



PSA : LICENCIEMENTS DÉGUISÉS

« SAUCE MACRON »

Applicables depuis fin décembre, le système de « rupture conventionnelle collective » prévu par les ordonnances Macron permet, moyennant un accord syndical majoritaire, de supprimer des emplois sans le « tracas » des licenciements. Scénario connu : dramatisation sur la situation de l'entreprise, chantage à la fermeture pour faire signer les syndicats réticents, puis appel aux volontaires pour le départ. Ainsi, comme le dit cyniquement la ministre du Travail, « *personne n'est licencié contre son gré* », cela « *permet d'éviter le traumatisme du licenciement* » !

Chez Peugeot, comme chez Renault, les milliers de suppressions d'emplois de ces dernières années et la montée en flèche de l'intérim ne suffisent pas à la rapacité des actionnaires.

Les ordonnances Macron sont une nouvelle aubaine pour diminuer les effectifs et faire grimper leurs profits. Résultat : encore plus de chômeurs d'un côté, des conditions de travail aggravées pour les autres. Aucun syndicat digne de ce nom ne devrait accepter de discussion sur ce type d'accord pourri.

SNCF : LES VOYAGEURS EXASPÉRÉS...

LES CHEMINOTS AUSSI !

Face à l'exaspération justifiée des usagers, un mauvais théâtre se joue entre les dirigeants de la SNCF et la ministre des transports qui les avait convoqués lundi. Comme si la ministre, ex-membre du Comité Exécutif de la SNCF, allait remettre en cause les mauvais choix stratégiques opérés par la SNCF depuis des années !

Le tout-TGV, au détriment de l'entretien des lignes secondaires, pourtant nécessaires quotidiennement à des millions de gens (avec pannes et retards à la clé). Les suppressions massives d'emplois et le recours à la sous-traitance au détriment de la sécurité des voyageurs et des conditions de travail des cheminots. La filialisation des activités pour faire baisser les coûts et exclure du statut de plus en plus de salarié.es. La mise en œuvre de l'ouverture à la concurrence au détriment d'un service public bon marché, fiable et sûr. Avec y compris des filiales de transport routier de la SNCF elle-même (Geodis, Ouibus), qui concurrencent un transport par rail pourtant plus sûr et moins polluant.

FACE AU DICTATEUR TURC, UN MACRON TOUT EN POSTURE

Essayant de se forger une stature à l'international, Macron a entrepris de rencontrer, de Poutine au général égyptien Al Sissi, des émirs du Golfe Persique aux dirigeants chinois, un certain nombre de chefs d'Etats où les droits humains sont gravement bafoués.

A ceux et celles qui le critiquent à ce sujet, Macron prétend opposer une posture originale : je les rencontre, mais je leur dis ce que je pense. Principe mis en œuvre lors de la visite du Président turc la semaine.

Alors, certes, il a agacé Erdogan en disant que la question des droits humains bloque les discussions d'adhésion à l'Union Européenne. Mais pas question pour autant de rupture. La Turquie est un partenaire stratégique essentiel, auquel il propose « coopération » et « partenariat ». Exemple : le nouveau contrat signé concernant l'étude d'un système de défense aérienne, projet franco-italo-turc.

Il ne s'agirait quand même pas de ruiner les intérêts des 400 sociétés françaises présentes en Turquie (Engie, Renault, Sanofi, Groupama, Axa et autres) !

SOLIDARITÉ

AVEC LES MOBILISATIONS EN IRAN

En Iran, depuis fin décembre, des milliers de gens manifestent dans tout le pays. Un mouvement de protestation contre les difficultés de la vie - chômage et vie chère - mais aussi contre la corruption et l'absence de liberté. Une contestation provenant largement des milieux populaires. Elle remet en cause le pouvoir en place, la politique d'un président soi-disant « modéré » et la corruption généralisée au profit des chefs religieux et de leurs clans.

Les mobilisations en cours sont une brèche ouverte dans la politique de terreur qui s'abat depuis des années sur la moindre tentative de contestation. Face aux justes aspirations économiques et démocratiques exprimées, le pouvoir menace d'écraser la résistance populaire dans un bain de sang.

Le peuple iranien a besoin de notre solidarité. Le NPA apporte son soutien à toutes celles et ceux qui se battent en Iran pour la liberté, l'égalité et la justice sociale. Il exige la libération des centaines d'opposant.e.s emprisonné.e.s dans les geôles du gouvernement iranien.

Samedi 20 janvier – 15h00 Place de la Cathédrale à Rouen Rassemblement à l'appel du Front Social

Pour que 2018 soit une bonne année, celle de la victoire contre celles et ceux qui nous volent nos vies pour leurs profits.

Le Front Social est un Collectif issu du mouvement de grève contre la loi travail. Il regroupe des individus, des militants syndicalistes, des collectifs, des associations... qui se sont donné comme objectif de tout faire, dans l'unité, pour en finir à la politique de régression sociale et passer à la contre-offensive

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique